

NSSM 200

Le rapport qui accuse les Etats-Unis

Le 10 août 1970, le président Richard Nixon confie au NSC (Conseil National de Sécurité) la charge de préparer un rapport sur la population mondiale. Le président américain craint que la croissance de la population dans le Tiers Monde devienne une menace pour les intérêts des Etats-Unis. Le 10 décembre 1974, le NSC publie les résultats de cette étude dans un rapport de 250 pages intitulé : « *National Security Study Memorandum 200: Implications of Worldwide Population Growth for U.S. Security and Overseas Interests* » (voir extraits pp. 44-45). L'étude en question avait été préparée par un comité du NSC supervisé par Henry Kissinger alors Secrétaire d'Etat et président du NSC.

Le 16 octobre 1975, Kissinger envoie un mémorandum confidentiel au président d'alors, Gerald Ford, [dont le directeur de cabinet était Dick Cheney, Ndlr], lui demandant l'autorisation présidentielle de rendre opérationnelles les indications du « NSSM 200 » (Document déclassifié en juillet 1989). Le 26 novembre 1975, le président Ford signe un décret intitulé « National Security Decision Memorandum 314 » (déclassifié le 18 décembre 1989).

Le « NSSM 200 » et le « NSDM 314 », signés par Brent Scowcroft qui avait entre-temps remplacé Kissinger au poste de Conseiller pour la Sécurité Nationale, furent envoyés, comme « grandes orientations » de la politique à suivre, au Secrétaire d'Etat, au ministère des Finances,

au ministère de la Santé, au ministère de la Défense, au ministère de l'Agriculture, au Chef de l'Etat-Major des trois Forces Armées, au directeur de la CIA, au Conseil économique du Président, au Conseil pour l'environnement et à l'administrateur de l'Agence pour le Développement international (AID).

**NIXON
CRAIGNAIT QUE
LA CROISSANCE
DE LA
POPULATION
DANS LE TIERS
MONDE DEVIENNE
UNE MENACE
POUR LES
INTÉRÊTS DES
ETATS-UNIS**

En mai 1976, le NSC rédigea le « First Annual report on U.S. International Population Policy ». Un rapport lui aussi secret qui fait suite au « NSSM 200 » et au « NSDM 314 » dans lequel sont analysés les progrès et la réalisation des programmes de contrôle et de réduction de la population des pays du Tiers-Monde (Ces documents officiels ont été déclassifiés par la Maison Blanche en juillet 1989 et rendus publics par les Archives nationales le 26 janvier 1990).

Il ressort de cette documentation, qu'à partir de 1976, la politique étrangère des Etats-Unis a pris un caractère résolument néo-malthusien. Des milliards de dollars ont été utilisés par les fonctionnaires des ambassades américaines dans le monde pour financer des programmes pour le contrôle démographique comprenant, en même temps que la contraception, des pratiques comme l'avortement et la stérilisation.

LE CONTENU DU « NSSM 200 »

Le « memorandum 200 » analyse de manière très détaillée le rapport existant

ANTONIO GASPARI

C'est pour sauvegarder ce qu'ils croient être leurs intérêts que les Etats-Unis se sont lancés dans une politique mondiale de limitation des naissances. Les preuves existent. Elles sont accablantes.¹

1. Ce texte a été publié la première fois dans la revue *Le Temps de l'église*.

entre l'accroissement de la population dans les pays moins développés et le futur accès des Etats-Unis à leurs ressources et à leurs activités commerciales. Les Etats-Unis, avec 6% de la population mondiale, consomment environ le tiers des ressources de la planète. Le « NSSM 200 » redoute donc que les taux élevés de natalité dans les pays étrangers soient une incitation à la compétition pour le contrôle des matières premières. Il craint que les concessions des compagnies américaines dans le monde puissent être expropriées ou sujettes à des interventions arbitraires. Treize pays sont cités pour leur croissance démographique inacceptable, en fonction de leur rôle stratégique, ou de leur richesse en matières premières. Ce sont dans l'ordre : l'Inde, le Bangladesh, le Pakistan, le Nigeria, le Mexique, l'Indonésie, le Brésil, les Philippines, la Thaïlande, l'Egypte, la Turquie, l'Ethiopie et la Colombie.

L'administration américaine envisage d'utiliser la technique persuasive des programmes de planification familiale. Le document secret propose que ces programmes soient introduits par les gouvernements locaux eux-mêmes ou par des groupes religieux locaux. Des incitations économiques pour la diffusion de l'usage des contraceptifs, une assistance sanitaire pour les techniques abortives et stérilisantes sont prévues. En outre pour éviter que les Etats-Unis ne soient accusés « d'activités impérialistes à visée raciale », il est recommandé d'utiliser des agences internationales, des groupes privés, des organisations politiques et religieuses présentes sur le territoire. On demande aux ambassades américaines de recueillir des informations à travers le monde afin de saisir chaque occasion de promouvoir des programmes de réduction de la fertilité.

Le « NSSM 200 » prévoit l'application de ces programmes à travers des accords de coopération stipulés par l'AID (Agency for International Development). L'AID est l'agence préposée par le gouvernement américain à la promotion et à la gestion des programmes d'aide aux pays étrangers. Mais il autorise aussi, en cas de nécessité, l'emploi de moyens de coercition, notamment l'arme alimentaire. Une disposition que le Congrès américain n'a pas hésité à utiliser.

Des incitations financières sont prévues. Le document évoque les résultats auxquels on est parvenu en Inde où un grand nombre d'hommes se sont fait stériliser en échange de compensations financières (page 138). Une augmentation des fonds destinés à la recherche de substances contraceptives et injectables ayant un effet à long terme est envisagée (pp. 172-173).

En ce qui concerne la pratique de l'avortement, bien que les lois fédérales américaines interdisent l'utilisation de fonds destinés à des pays étrangers pour favoriser l'avortement, le document se félicite qu'en de nombreux pays les lois régissant ces pratiques ne soient pas aussi restrictives et que, là où elle sont le plus sévères, l'avortement peut facilement être pratiqué par des médecins sans que les autorités n'interfèrent (pp. 182-183).

La supervision et la coordination du projet tout entier, comme il est expliqué dans le « NSSM 200 », sont confiées à un comité du sous-secrétariat du NSC, chargé de rédiger un rapport annuel qui doit être soumis directement au Président.

LES FINANCEMENTS

Pour financer ces programmes, les Etats-Unis ont dépensé plus que tous les autres pays ensemble. Les chiffres officiels parlent de 4 milliards de dollars utilisés par l'AID durant ces 20 dernières années. Conformément aux instructions du « NSSM 200 » des sommes considérables ont été allouées dans le même but, par le gouvernement des Etats-Unis à des institutions privées comme la *Rockefeller Foundation*, le *Sierra Club*, le *World Watch Institute*, la *Fondation Ford*, le *Pathfinder Fund*. Ce sont des organismes intermédiaires dont les plus importants sont l'UNFPA (Agence des Nations Unies pour la Population) et l'International Planned Parenthood Federation (IPPF) qui ont agi pour le compte de l'administration américaine. Ces organismes peuvent opérer dans les pays où des accords d'assistance bilatérale avec l'AID n'existent pas. Il est écrit à ce sujet dans le « Mémoire 200 » que : « L'IPPF et les autres organismes intermédiaires pour les programmes de contrôle démographique,

DES MILLIARDS DE DOLLARS ONT SERVIS À FINANCER DES PROGRAMMES DE CONTRACEPTION, D'AVORTEMENT ET DE STÉRILISATION

